

N° 5094<sup>2</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

## PROJET DE LOI

portant réactivation du fonds d'équipement militaire

\* \* \*

### AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(23.9.2003)

En date du 4 février 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi portant réactivation du fonds d'équipement militaire.

Le projet, élaboré par le ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense, était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics a été communiqué au Conseil d'Etat par dépêche du 24 juin 2003.

Comme indiqué dans l'intitulé, le projet se propose de réactiver le fonds d'équipement militaire créé par la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire (*doc. parl. No 4215*). Ce fonds garantissait pendant une première période quinquennale la prise en charge des investissements en matériel militaire nécessaires à une modernisation de l'équipement et à son adaptation aux nouvelles missions de l'armée.

A l'époque, le Conseil d'Etat, d'ordinaire assez réticent à la multiplication des fonds d'investissements, avait pour des motifs bien précis suggéré dans son avis du 22 avril 1997 le recours à cette technique d'un fonds d'investissements. Il n'avait donc aucune difficulté à aviser favorablement en date du 24 juin 1997 un amendement portant création d'un fonds d'équipement militaire.

Les raisons qui ont motivé la création du fonds restant valables, le Conseil d'Etat peut aviser favorablement la réactivation de ce fonds dont l'existence avait été limitée à 5 ans et se terminait donc le 31 décembre 2001.

\*

**EXAMEN DES ARTICLES***Article 1er*

Cet article réactive le fonds d'équipement militaire créé par l'article 2 de la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire. Les auteurs renoncent à limiter la durée de son existence, ce qui permettra d'étaler les investissements sur une période plus étendue. En effet, la période de réalisation des investissements prévus actuellement s'étend sur les années 2003 à 2014.

L'article précise encore que les investissements à charge du fonds doivent faire l'objet d'une ou de plusieurs lois spéciales.

*Article 2*

Cet article prévoit les possibilités d'alimentation du fonds par dotation budgétaire annuelle ou par emprunt.

A la fin 2001, il reste un solde de 1.056 059 euros dans le fonds à réactiver. L'article 2 autorise encore le paiement des dépenses engagées avant le 31 décembre 2001 en application de la loi du 16 décembre 1997 concernant la programmation financière militaire.

Les deux articles ne donnent pas lieu à observation et le Conseil d'Etat avise favorablement le projet.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 23 septembre 2003.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Pierre MORES